

NUMAD

LYCÉE FRANÇAIS DE MADRID - 1^{ER} FEVRIER 2013

Forte motivation des délégués dans les commissions... les débats commencent !

Les journalistes du NUMAD se sont rendus dans les différentes commissions afin d'assister aux débats et de restituer leur contenu.

La crise malienne

Le Mali fait face à une grave crise institutionnelle et sécuritaire à la suite de la prise du pouvoir, le 22 mars 2012, à quelques jours des élections présidentielles, par des éléments de l'armée. Les mutins ont arrêté une grande partie des membres du gouvernement. La guerre qui s'y déroule risque de déborder sur les autres pays de la région, en raison de l'étendue du territoire désertique et de la porosité des frontières des pays de la région. Pendant le débat au Conseil de Sécurité, le Mali a demandé de l'aide aux pays présents, « une intervention pour aider un état tout entier et non un groupe rebelles ».

L'Afrique du Sud jugeant cette précision peu pertinente a demandé au Mali de repréciser les termes de ce soutien : une aide humanitaire? Financière? Ou bien militaire ? Ces questions n'ont pas manqué de faire augmenter la tension entre les délégués présents.

Le Canada quant à lui, a déclaré qu'une intervention ne ferait qu'aggraver la situation. Alors que l'Allemagne a estimé qu'une intervention militaire serait nécessaire pour pouvoir instaurer à nouveau la démocratie au Mali. « L'usage de la force devient inévitable » précise le Royaume-Uni.

Selon le Pakistan, il faudrait s'appuyer sur une coopération internationale afin d'aider le Mali à « construire sa propre histoire », c'est-à-dire que « les maliens puissent être eux-mêmes, maîtres de leur destin ainsi que de l'ordre et de la stabilité du pays » comme a tenu à le rappeler un délégué de l'Allemagne. Finalement, avec 4 voix en faveur, 2 contre et 5 abstentions, la question de l'intervention militaire au Mali pour mettre fin au conflit malien a été approuvée. Néanmoins, l'article 6, qui induit le non-achat d'armes au Mali, a été supprimé suite au mécontentement de l'Afrique du Sud.



De plus, les membres de la Commission « Désarmement et Sécurité internationale » se sont réunis en consultations privées, au cours desquelles le Mali a sollicité la création d'un organe militaire capable d'intervenir dans tout pays susceptible de loger une cellule terroriste d'Al-Qaïda, afin de combattre cette menace de façon plus responsable et efficace.

A propos de l'ONU

Quelques notions essentielles à retenir :

- Fondée en 1945, après la 2nde Guerre Mondiale, elle ne comptait alors que 51 états membres.
- L'ONU est actuellement composée de 193 états membres.
- Ses finalités sont le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le développement de relations amicales entre nations, la promotion du progrès social et le respect des droits de l'homme.
- Elle s'attache à coordonner l'action des nations pour les aider à atteindre ces buts afin de créer un monde plus sûr pour les générations présentes et futures.

Interview de Jérôme Bonnafont, Ambassadeur de France en Espagne



Lors de la cérémonie d'ouverture du NUMAD 2013, nous avons eu l'honneur d'accueillir M. Jérôme Bonnafont, Ambassadeur de France en Espagne. Dans son discours, il est revenu sur le contexte historique dans lequel est née l'ONU. Après avoir évoqué l'échec de la création de la Société des Nations préalablement à la seconde guerre mondiale, M. l'Ambassadeur a expliqué en quoi l'ONU est à ce jour l'unique organisation qui garantit la tolérance, la paix et le respect, et comment ces

idéaux fondateurs se maintiennent encore à ce jour grâce à ses 193 états membres. De son point de vue, l'ONU est « le plus bel idéal qui se soit créé depuis 1945 ».

A l'issue de la cérémonie, nous avons eu l'honneur d'échanger quelques mots avec M. l'Ambassadeur :

En quoi pensez-vous que le NUMAD est enrichissant pour les élèves ?

« C'est un très bon projet parce que c'est un projet qui apprend à tous les élèves qui y participent à vivre ensemble dans un monde divers et dans le monde de l'ONU, monde de négociation où l'on cherche à accepter l'autre et à trouver des compromis pour vivre ensemble dans la paix, et en recherche permanente du progrès.

Il est indiscutable que le NUMAD est une opération de très grande envergure qui va bien préparer les élèves à des situations de la vie réelle auxquelles ils seront confrontés quel que soit le métier qu'ils auront choisi. »

Trouvez-vous que les élèves ont démontré de l'enthousiasme et de la motivation pendant cette première journée ?

« Je trouve que cette opération est extrêmement bien organisée. Tout le monde a envie de se mettre au travail et d'occuper la fonction et la mission qui lui ont été confiées. Je trouve effectivement que cela donne une impression d'enthousiasme tout à fait positive.

Le travail des enfants traité par la Commission des affaires politiques internationales

La première résolution abordée dans cette commission a été celle proposée par la République Démocratique du Congo, visant à réduire le travail des enfants, notamment au sein des milices paramilitaires.

La République Démocratique du Congo a avancé le fait que sa population est jeune à cause du génocide qui a provoqué la mort de 8 millions de personnes. Par ailleurs, le taux de mortalité ne dépassant pas 50 ans, cela justifie le fait que les travailleurs soient jeunes. « Abolir le travail des enfants signifie nuire à l'économie du pays et au pays lui-même » intervient le délégué du Congo. « Le pays doit d'abord résoudre d'autres problèmes prioritaires : relancer l'économie, stabiliser la population active. Il pourra ensuite commencer à traiter la question du travail des enfants. »

La Norvège est défavorable au travail des enfants et affirme que si les pays veulent se développer, il est primordial d'investir dans leur éducation.

La Chine quant à elle ne veut pas éliminer, ni réduire le travail des enfants pour deux raisons : d'une part, ce dernier contribue énormément à l'économie du pays; d'autre part, la Chine est la deuxième puissance mondiale malgré le fait que ses enfants travaillent.

Le Bangladesh appuie cette résolution : d'après lui, il est impossible d'abolir le travail des enfants mais il est effectivement possible de le réduire. En revanche, par rapport au point de vue de la Norvège, il déclare : « Pourquoi les éduquer s'ils sont voués à mourir jeunes ? La survie de ces enfants dépend de leur travail. »

Le Congo appuie les déclarations du Bangladesh et ajoute : « Cela ne sert à rien de leur donner des livres, ils ne les mangeront pas. L'enfant est là pour aider au ménage, ses parents ont besoin de lui pour survivre. »

L'Arabie Saoudite accuse quant à elle la Norvège : « Vous voulez abolir le travail des enfants, pourtant vous utilisez, tous les jours, des

produits fabriqués par des enfants ».

L'Inde s'oppose totalement à la résolution proposée par le Congo et cite notamment la déclaration de l'ONU qui dit que l'enfant a droit à l'éducation. Suite à cette citation, elle déclare que les pays faisant travailler les enfants nient par conséquent cet article de la déclaration de l'ONU.

Le Mexique est également contre cette résolution. Il pense que le fait d'éduquer et de former les enfants crée de la richesse pour le pays sur le plan économique. Il accepte le travail des enfants, mais à mi-temps : le matin à l'école et l'après-midi au travail.

